



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question écrite n° 117156

Texte de la question

M. François Asensi interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir des sites industriels franciliens de PSA Peugeot-Citroën. La direction du site PSA de Poissy a annoncé fin juillet d'importantes mesures de chômage technique à la rentrée, justifiées selon elle par la baisse des ventes du modèle Citroën C3. Au début du mois de juin 2011, la direction de PSA et le Gouvernement s'appuyaient pourtant sur les bonnes ventes de ce modèle pour démentir le projet de fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-bois, autre site producteur de la C3. Ces contradictions nourrissent les inquiétudes légitimes des salariés employés sur les chaînes de montage. Le chômage technique imposé sur le site de Poissy étaye les craintes des organisations syndicales. La fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois constituerait un tsunami social en Seine-Saint-Denis qu'aucune logique industrielle ne justifie, hormis une recherche de profits maximaux et une stratégie de délocalisation-externalisation symbolisée par l'annonce récente de l'implantation d'une seconde usine en Chine. Les gains enregistrés par PSA - 806 millions d'euros de résultat net au premier semestre, en hausse de 18 % - doivent profiter à l'emploi et l'investissement industriel en France. Un tel choix est garant de l'avenir du groupe automobile, contrairement à une politique en faveur des actionnaires. Par conséquent, il lui demande si le Gouvernement entend conditionner les diverses aides publiques apportées à PSA à la garantie de la production d'un nouveau modèle automobile sur le site d'Aulnay-sous-Bois.

Données clés

Auteur : [M. François Asensi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 117156

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 31 janvier 2012

Question publiée le : 6 septembre 2011, page 9506

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)